

**FDSEA**

# Après une année 2009 chargée, le combat syndical continue

**Rendez-vous annuel, l'assemblée générale de la FDSEA a permis de retracer les événements marquants de 2009 et évoquer les sujets qui préoccupent encore.**



**Responsables locaux et nationaux ont rappelé les événements 2009.**

La lecture du bilan d'activité de la FDSEA est plutôt alarmante. Dans toutes les sections, le même constat : « une année particulièrement difficile », « défense des revenus », « nouvelles contraintes ». Le ras-le-bol des agriculteurs est palpable. « On aurait pu résumer le bilan avec une seule phrase : on est dans la mouise ! » lance même Jean-Michel Gorry. Une crise agricole généralisée qui s'est également soldée, dans la Vienne, par des mobilisations qui se sont répétées tout au long de l'année.

Premier rendez-vous important de l'année, le congrès de la FNSEA. « Tous les collègues de la FNSEA ont gardé, comme moi, un très bon souvenir de ce congrès. » s'est félicitée Karen Serres, présidente de la commission agricultrice au sein de la FNSEA. Un moment fort pour les bénévoles et équipes de la FDSEA de la Vienne, qui ont ensuite multiplié, crise agricole oblige, les mobilisations. « Du printemps jusqu'en automne, les manifestations se sont poursuivies avec la crise de la filière lait, mais

aussi suite à l'annonce de la mise en place du 4<sup>e</sup> programme de la directive nitrates. » lançait Denis Bergeron, secrétaire général de la Vienne. Manifestation devant la préfecture, distribution du lait devant les grandes surfaces, blocage de laiteries et autres opérations devant les domiciles ou bureaux d'élus locaux ont été organisés dans la Vienne.

## Les combats de 2010

L'année 2010 tout juste entamée, de nouveaux sujets d'inquiétudes commencent à préoccuper agriculteurs et syndicalistes. Parmi lesquelles : les zones humides. « La méthodologie employée pour les zonages ne nous

convient pas » lance Caroline Martin, responsable de la section ovine. « La profession n'a pas été entendue. Près de 40 % du territoire pourrait faire partie de ces zones, soit 300 000 hectares ! »

Le SAGE étant déjà réalisé, Caroline Martin annonce que seule une intervention du préfet pourrait désormais changer la donne.

Autre sujet de préoccupation, lié aux prix payés aux producteurs, les grandes surfaces. « Nous avons actuellement un travail en cours avec les grandes surfaces de la région. Mais cela ne nous empêchera pas de retourner les voir » lance Dominique Marchand, président de la FDSEA, qui souligne aussi l'importance de la poursuite de l'observatoire des marges. « Nous devons

également réfléchir dès maintenant à l'après 2013. Il faut que nous soyons capables de faire une proposition commune à toutes les filières agricoles d'ici un an ». Le président de la FDSEA souhaite en effet continuer à « protéger le département de la division syndicale ».

## Un malaise qui ne retombe pas

Si toutes les filières agricoles sont dans une situation difficile, la filière lait, qui a été le symbole de la crise et le déclencheur des différents mouvements de mobilisation, est toujours aussi inquiète, et désireuse d'exprimer son désarroi, comme en témoignent Guillaume Corbin ou Jérôme Bétard, responsables de la section lait de la FDSEA. « Dans les campagnes, on entend les gars dire « on va crever la gueule ouverte ». Ils veulent agir, et maintenant » lance Frédéric Piquet, du canton de Vouillé. Un désir d'action à la mesure du malaise agricole persistant, et ce, malgré les aides débloquentes en fin d'année par le gouvernement. « Ce que l'État peut faire, et qui ne lui coûterait rien, c'est déjà de nous laisser tranquille », lançait Jean-Michel Gorry, en référence aux normes et contraintes que subissent les agriculteurs.

ÉLISABETH HERSAND

## Sécuriser les marchés agricoles

En marge de l'assemblée générale de la FDSEA, les adhérents ont pu assister à une conférence donnée par Bastien Gibert, membre de Momagri, sur un thème particulièrement d'actualité: « comment sécuriser les marchés pour un meilleur revenu? ». Créé en 2005 en partenariat avec de nombreux financeurs agricoles, **Momagri** signifie Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture. Un groupe de réflexion qui s'efforce de mettre en place un modèle d'organisation qui permettrait de sécuriser les marchés agricoles. « Nous raisonnons aujourd'hui avec une économie mondiale, et de façon systémique. Nous savons

*qu'une crise immobilière impacte aussi l'agriculture. Sécuriser les marchés, c'est assurer la pérennité des exploitations. »* Une régulation qui revient, selon Bastien Gibert, au goût du jour depuis seulement quelques années. « *Des années 1980 à 2007, la pensée dominante était qu'une libération non régulée des marchés apportait une stabilisation des prix et permettait d'augmenter les chiffres d'affaire et revenus des agriculteurs. Nous savons maintenant que ce type de fonctionnement accroît la volatilité des prix et augmente les risques systémiques, ainsi que la volatilité des CA et revenus, qui se retrouvent à la baisse* ». Si l'expert réaffirme que la sécuri-



Bastien Gibert a évoqué les simulations faites par Momagri.

sation des marchés est la condition sine qua non à la durabilité de l'agriculture, il convient qu'aucune proposition concrète et globale n'a pour l'instant été faite. « Il faut instituer des prix indicatifs, en

*dessous desquels il n'est pas possible de descendre. La seule solution, c'est l'augmentation des prix. Nous travaillons à la mise en place d'un modèle pour démontrer cela ».*

E.H.